

Le Royaume-Uni et les Règles de Jeu de l'Union européenne pour un Accord « Brexit »

Al Hassane FATY
Dr Cheikh Abdou Khadre MBENGUE

Introduction

“Brexit” est la contraction de “British exit”, qui peut être explicité comme une “Sortie britannique”, et c’est le mot utilisé pour définir la sortie du Royaume-Uni de l’Union européenne(UE). Le premier référendum a eu lieu en juin 2016, avec 51,9 pourcent des voix pour partir et 48,1 pourcent pour rester.

Cette fois-ci, le Royaume-Uni a voté en faveur de la sortie de l’UE en 2016 et a officiellement quitté le bloc commercial, c’est son partenaire commercial le plus proche et le plus important, le 31 janvier 2020.

Pour rappel, la Grande-Bretagne a évité l’adhésion à l’UE à la fin des années 1950, mais a changé d’avis au début des années 1960, pour être repoussée par le Général Charles de Gaulle, président de la République française d’alors. L’adhésion a été acceptée au début des années 1970. La Grande-Bretagne a rejoint l’UE afin d’éviter son déclin économique.

En effet, le PIB par habitant du Royaume-Uni par rapport aux membres fondateurs de l’UE a diminué régulièrement de 1945 à 1972. Cependant, il était relativement stable entre 1973 et 2010.

Cela suggère des avantages substantiels de l’adhésion à l’UE, d’autant plus qu’en parrainant un modèle d’intégration superpuissant, la Grande-Bretagne a rejoint trop tard, à un mauvais moment et à un coût plus élevé.

Pour diverses raisons. Parce que De Gaulle est parti, le Commonwealth ne pouvait pas rivaliser, le parti de Edward Heath a vaincu celui de Harold Wilson lors des élections de 1970, c’est dire que le modèle d’intégration de la zone de libre-échange a des limites. C’est pourquoi la Grande-Bretagne a adhéré parce que rejoindre le projet européen était perçu comme un moyen d’arrêter son déclin économique.

En outre, en 1950, le PIB par habitant du Royaume-Uni était près d’un tiers supérieur à la moyenne de l’UE ; en 1973, il était inférieur d’environ 10%; il est depuis lors relativement stable. Sur cette base, l’adhésion à l’UE a fonctionné. Elle a contribué à enrayer le déclin économique de la Grande-Bretagne.

Cependant les deux Parties (la Grande-Bretagne et l’Union européenne) avaient convenu de garder beaucoup de choses identiques jusqu’au 31 janvier 2020, afin de laisser suffisamment de temps pour convenir des termes d’un nouvel accord commercial.

Le traité sur l’Union européenne stipule que tout pays européen peut demander son entrée à l’UE s’il respecte les valeurs démocratiques de l’UE et s’engage à les promouvoir. La première étape consiste pour le pays à répondre aux critères clés d’adhésion. Ceux-ci ont été principalement définis lors du Conseil européen de Copenhague en 1993 et sont donc appelés «Critères de Copenhague», au Danemark.

Les pays souhaitant adhérer doivent avoir des institutions stables garantissant la démocratie, l’Etat de droit, les Droits de l’homme, le respect et la protection des minorités, une économie de marché viable et la capacité de faire face à la concurrence et aux forces du marché dans l’UE, la capacité d’assumer et de mettre en œuvre efficacement les obligations de l’adhésion, y compris l’adhésion aux objectifs de l’union politique, économique et monétaire. L’UE doit également être en mesure d’intégrer de nouveaux membres. Dans *Rethinking the European Union*, Copsy et Naughton ont rapporté :

Le Premier ministre britannique d’alors David Cameron était déterminé à changer la relation entre le Royaume-Uni et l’UE. Si le parti conservateur remporte les élections générales de mai 2015, il avait promis qu’il renégocierait les conditions d’adhésion et proposerait un référendum «in or out» d’ici la fin de 2017.(Copsy&Naughton. 2015. 73. Citation traduite)

La vie après l’UE est une véritable option pour le Royaume-Uni et une option inconnue pour l’UE, étant donné qu’aucun membre n’est jamais parti. L’histoire économique peut jeter un nouvel éclairage précieux sur le réexamen actuel de la justification de l’adhésion.

Dans le cas des pays des Balkans occidentaux, des conditions supplémentaires d’adhésion ont été fixées dans le cadre du "**processus de stabilisation et d’association**", principalement liées à la coopération régionale et aux relations de bon voisinage.

Bien que la campagne «congé» se concentre souvent sur des arguments émotionnels concernant l’immigration, il existe en fait de nombreuses raisons pour lesquelles les partisans de la sortie de l’UE pensaient

que cela profiterait au Royaume-Uni. Ils venaient de tous les horizons politiques, et certains des arguments en contredisaient même d'autres.

Après les élections de décembre 2019, le parlement britannique a finalement ratifié l'accord de retrait. Le Royaume-Uni a quitté l'UE le 31 janvier 2020 CET (à 23 heures GMT)

Pendant la période de transition, le Royaume-Uni est resté soumis au droit de l'UE et a fait partie de l'Union douanière et du marché unique de l'UE.

Pendant que le Royaume-Uni était dans l'UE, les entreprises pouvaient acheter et vendre des marchandises à travers les frontières de l'UE sans payer d'impôts et il n'y avait aucun sur la quantité de choses qui pouvaient être échangées. Maintenant qu'il n'est plus dans l'UE, le Royaume-Uni est libre de définir sa propre politique commerciale et peut négocier des accords avec d'autres pays.

Des pourparlers sont en cours avec les Etats-Unis d'Amérique, l'Australie et la Nouvelle Zélande, des pays qui n'ont actuellement pas d'accords de libre-échange avec l'UE.

L'accord de retrait contient de nouvelles règles sur la manière dont le Royaume-Uni et l'UE vont vivre, travailler et commercer ensemble.

L'accord de retrait conclu entre l'Union européenne et le Royaume-Uni fixe les conditions du retrait, conformément à l'article 50 du traité de l'Union européenne. L'accord de retrait est entré en vigueur le 1er février 2020, après avoir été convenu le 17 octobre 2019. Il se compose entre autres : d'un protocole sur l'Irlande et l'Irlande du Nord.

Le Royaume-Uni établit des arrangements préférentiels dans des domaines tels que le commerce des biens et des services, le commerce numérique, la propriété intellectuelle, les marchés publics, les transports aériens et routiers, l'énergie, la pêche, la sécurité sociale etc.

Il est à noter que l'accord de retrait entre le Royaume-Uni et l'UE sera un accord international liant les deux parties en vertu du droit international public. Cela aura des conséquences pour les deux parties, conformément aux principes normaux de leurs ordres juridiques internes.

A cet effet, le gouvernement britannique a conclu trois accords distincts avec les 31 pays européens qui acceptent la liberté de mouvement. Chaque accord offre un niveau élevé de protection aux citoyens britanniques vivant ou s'installant en Europe jusqu'à la fin de la période de transition.

Les deux Parties, à savoir l'UE et le Royaume-Uni ont convenu de garder beaucoup de choses identiques jusqu'au 31 décembre 2022, afin de prendre suffisamment de temps pour convenir des termes d'un nouvel accord commercial.

Suite au départ du Royaume-Uni de l'Union européenne, Chatham House (l'Institut royal des Affaires internationales) continue de fournir une plate-forme indépendante de débats et d'analyses sur les implications internationales du Brexit. Les questions abordées concernent l'avenir de la politique étrangère du Royaume-Uni, son influence dans le monde, le concept de «Grande-Bretagne mondiale», l'identité et l'avenir de l'État-nation.

Aussi, dans le cadre de l'accord du Royaume-Uni-UE, les produits originaires bénéficieront de l'accès libéralisé au marché tant qu'ils satisfont aux nouvelles exigences en matière de règles d'origine. S'ils ne sont pas originaires du Royaume-Uni ou de l'UE, les tarifs seraient toujours exigibles.

Il convient de rappeler qu'un accord de libre-échange (ALE) est un accord entre deux ou plusieurs pays dans lequel les pays conviennent de certaines obligations qui affectent le commerce des biens et services, des protections pour les investisseurs ainsi que les droits de propriété intellectuelle.

Aussi un accord d'association de l'Union européenne ou simplement un accord d'association (AA) est un traité entre l'Union européenne (UE), ses Etats membres et un pays tiers qui crée un cadre de coopération entre eux.

Au 29 décembre 2020, le Royaume-Uni avait conclu 37 accords commerciaux avec 96 pays, afin de reproduire rapidement les accords existants entre l'UE.

Ainsi, la Grande Bretagne a légalement quitté l'UE le 31 janvier 2020, mais la saga du Brexit se poursuit.

Dès lors, nous avons jugé nécessaire, pour mieux aborder notre sujet, d'analyser dans le premier chapitre les motivations qui justifient le Brexit ; le second chapitre examinera les points et accords clés qui régissent aujourd'hui les relations britanniques et européennes, et le troisième chapitre abordera les accords post-Brexit.

Les raisons majeures du « Brexit »

Le choix de ce sujet s'explique par le fait la Grande-Bretagne est un pays occidental et ce séisme du Brexit est un énorme changement dans le monde occidental. Il y a eu de nombreux conflits et guerres entre pays européens causés par la situation géographique. Contrairement à d'autres pays, l'Europe comprend de nombreux petits pays et les gouvernements ont construit une communauté européenne pour s'organiser. La Grande-Bretagne n'a rejoint la communauté européenne qu'en 1973 et maintenant le gouvernement britannique est sorti de l'Union européenne.

L'Union européenne n'a pas créé les relations financières existantes. Le rôle financier de la Grande-Bretagne remonte à près de deux siècles. L'UE est un système qui s'aligne sur la réalité financière. Elle ne la crée pas. Si les banques de Londres devaient déménager à Francfort, New York deviendrait un pôle d'attraction unique. Au final, les Européens ont besoin d'un centre financier à Londres. Ils ne l'excluront pas.

La deuxième raison du Brexit est la montée du nationalisme dans le monde. Il y a une méfiance croissante envers les institutions financières internationales, les accords de commerce et de défense créés après la Seconde Guerre mondiale. L'UE, le FMI, la Banque mondiale, l'OMC et l'OTAN en sont de bons exemples.

De nombreux opposants à l'UE estiment que ces institutions n'ont plus de raison d'être. De plus, ces organisations revendiquent une part de la souveraineté de ces Etats Membres. La méfiance et la peur de perdre la souveraineté totale ont fait du Brexit une solution raisonnable pour certains Etats européens. Mais pour les partisans de l'UE, ces organisations ont une valeur évidente. Elles doivent peut-être être retouchées, mais pas abandonnées.

Pourtant dans *Aux origines du Brexit* de Jean François Marie Sarah publié en 2017, il est avéré que :

À l'arrivée, force est de constater que les Britanniques ne font partie ni de la zone euro, ni de l'espace Schengen, deux réalisations emblématiques quoique controversées de l'Europe contemporaine¹. » (Delefosse&Boulet, 2017, p3)

La crise de l'immigration en Europe a été un élément déclencheur. Certains dirigeants européens ont affirmé que l'aide aux réfugiés était une obligation morale. Mais les opposants à l'UE considéraient l'immigration comme une question nationale, car elle affectait la vie interne de chaque pays. Le fait d'éviter cette question a été un moteur important du vote "**Leave**" (c'est-à-dire « quitter »).

L'UE ne comprend pas le pouvoir du nationalisme. Elle tente de conserver la nationalité comme un droit culturel. D'un autre côté, elle prive les Etats membres du pouvoir de prendre de nombreuses décisions.

Cela a peut-être fonctionné avant 2008, mais c'est devenu de plus en plus difficile à accepter.

Enfin, les dirigeants politiques de la Grande-Bretagne ont été confrontés à une défaite électorale profonde. Les électeurs du "**Leave**" ont rejeté à la fois les partis conservateur et travailliste. Ces deux partis avaient approuvé le maintien dans l'UE et ont vu nombre de leurs membres entrer dans l'opposition sur cette question. En fin de compte, il s'agissait d'une lutte à trois. Deux partis établis voulaient rester dans l'UE, et une troisième faction, issue des deux partis, s'y opposait. Les membres de ce troisième groupe considéraient les deux partis établis comme hostiles à leurs intérêts. Ce point doit être considéré dans un sens plus large.

L'éventualité du Brexit a effrayé les marchés financiers. Ils l'ont dit haut et fort. Ce qu'ils n'ont pas compris, c'est à quel point ils avaient perdu leur légitimité en 2008.

La plupart des partisans du "**Leave**" pensaient que l'imprudence et l'incompétence de l'industrie financière avaient créé un désastre pour beaucoup. En outre, ils ne voyaient aucun avantage pour eux-mêmes dans le succès de l'industrie financière, même si ce n'était pas le cas.

Il est essentiel de comprendre que le Brexit était un vote contre l'élite britannique. Les électeurs pensaient que les politiciens, les chefs d'entreprise et les intellectuels avaient perdu leur droit de contrôler le système. Les électeurs pensaient que l'élite méprisait leurs valeurs au profit de leur nationalisme et de leurs intérêts.

Ce n'est pas un phénomène nouveau en Europe. Ce n'est pas non plus un phénomène britannique. C'est un phénomène qui balaie l'Europe et la Chine. Et Comme le souligne Alexandre Guigue dans son article intitulé Le Brexit : une question de droit international :

Le référendum du 23 juin 2016 est précédé d'événements annonciateurs. Sur le plan juridique, on pense à l'adoption du **European Union Referendum Act 1** en 2015 (loi organisant la tenue du référendum) voire au discours de David Cameron du 23 janvier 2013 au cours duquel il a formulé la promesse d'un référendum. » (Guigue, 2018, Revue québécoise de droit international²)

Et avec la montée en puissance de Donald Trump, il était également présent aux États-Unis. Toute la stratégie de Trump a consisté à attaquer à la fois les dirigeants démocrates et républicains ainsi que l'élite qui a du mépris pour le nationalisme et les principes moraux de ceux qui sont en dessous d'elle. C'est un changement de politique que l'Occident est en train de vivre. Maintenant, c'est à Londres.

¹BOULET, Jean. F & DELAFOSSE. M. S. « Aux Origines du Brexit, Royaume-Uni et Europe : Une histoire mouvementée ». Au Quotidien- Analyse : Mars 2017

²GUIGUE, Alexandre. « Le Brexit : une question de droit constitutionnel ». Hors-série Revue Québécoise de droit international : 2018. **Referendum Act 1** : Loi référendaire n°1 National Health Care (NHS) : Service national de Santé

La tentative prolongée de sortie du Royaume-Uni hors de l'Union européenne renverse deux illusions sur lesquelles le monde reposait depuis la fin de la guerre froide : la souveraineté nationale et l'intégration économique.

Section 1: L'exemption des régulations de Bruxelles pour une souveraineté nationale puissante

Les vastes paiements annuels à l'UE prendront fin et le Royaume-Uni quittera le budget de l'UE. L'argent peut désormais être investi dans les priorités nationales, y compris le National Healthcare Service (NHS= Service National de Santé). En juin 2018, le gouvernement a annoncé plus de 394 millions de livres sterling supplémentaires par semaine pour le NHS d'ici 2023/24. Chaque partie du Royaume-Uni en bénéficiera, avec des milliards de fonds supplémentaires pour l'Irlande du Nord, l'Écosse et le Pays de Galles.

Il y a bien sûr des domaines dans lesquels il est logique que le Royaume-Uni et l'UE continuent de mettre en commun leurs ressources, où ils livreront plus ensemble qu'ils ne le pourront seuls. Il s'agit notamment de la science et de l'innovation, de la culture et de l'éducation, ainsi que du développement à l'étranger et de l'action extérieure.

Reprendre le contrôle des frontières, de l'argent et des lois tout en protégeant leur économie, leur sécurité et leur Union. Enfin, le Royaume-Uni honorera ses obligations envers l'UE à la suite de ses 45 ans d'adhésion, tout comme il honorera la leur aux britanniques.

L'accord de retrait comprend donc un règlement financier équitable pour le contribuable britannique et qui protège les intérêts des communautés britanniques bénéficiant d'un financement de l'UE.

Le règlement précis dépendra des événements futurs, mais le gouvernement a établi une estimation centrale de 35 à 39 milliards de livres sterling, une estimation qui a été corroborée de manière indépendante.

Le droit de l'UE au Royaume-Uni prendra fin, tout comme la compétence de la **Cour de justice de l'Union européenne** (CJUE).

Les tribunaux britanniques ne renverront plus les affaires à la **CJUE**, leur Cour suprême étant vraiment suprême. Afin de mettre fin au droit de l'UE de manière harmonieuse et ordonnée, le Parlement britannique a adopté la loi sur le retrait de l'UE en juin 2018. Le droit de l'UE sera converti en droit britannique, évitant ainsi toute incertitude soudaine ou imprévisible.

Au lieu de cela, le Parlement britannique aura le temps de décider quoi faire de leurs nouvelles libertés et d'apporter des changements d'une manière qui fonctionne pour les entreprises et les citoyens de tout le pays. Cet objectif, d'une séparation harmonieuse et ordonnée, est également le principal moteur d'une grande partie de l'accord de retrait, y compris en ce qui concerne les processus et arrangements en cours. Il apporte clarté et certitude aux entreprises et aux citoyens sur la manière dont l'ordre juridique de l'UE sera réduit pour les processus en cours, tels que la mise sur le marché de marchandises ou la coopération en cours entre les forces de police et les autorités de justice pénale, sans préjuger des dispositions qu'ils attendent à mettre en place dans le cadre de leurs futures relations avec l'UE.

Tous les pays dont les accords n'ont pas été reconduits sont arrivés à échéance le 31 décembre et sont désormais soumis aux conditions de l'OMC.

Outre l'accord avec l'UE et l'accord de reconduction de certains accords existants, le gouvernement s'est engagé dans de nombreuses négociations concernant de nouveaux accords commerciaux. Les autres accords signés à ce jour comprennent

- Un accord signé avec le Japon le 22 octobre
- Une demande d'adhésion à l'Accord progressif global pour le Partenariat Trans-Pacifique (CPTPP)
- Un accord commercial entre le Royaume-Uni et le Kenya (signé le 8 décembre) qui pourrait être étendu au Burundi, à l'Ouganda, au Rwanda, au Sud-Soudan et à la Tanzanie afin de protéger l'EAC.
- Signature d'un accord commercial avec le Ghana le 2 mars
- Accord commercial signé en mars 2021 avec le Royaume-Uni et le Cameroun
- Accord signé en mars 2021 avec l'Albanie, premier État européen hors de l'UE
- L'ACC Canada-Royaume-Uni est entré en vigueur le 1er avril 2021

Il est bien sûr possible qu'à l'avenir, il y ait des différends entre le Royaume-Uni et l'UE au sujet des nouveaux accords. Ceux-ci seront pris en charge par un organe indépendant, conformément au principe selon lequel le tribunal d'une partie ne peut pas résoudre les différends entre les deux. Et pour garantir une interprétation cohérente de leurs nouveaux accords, leurs tribunaux continueront de se pencher sur la jurisprudence des règles pertinentes de l'UE au moment de statuer sur une affaire, afin que les personnes et les entreprises soient traitées au même pied d'égalité.

Comprenant les biens et des services ainsi qu'une coopération sectorielle plus large, ce partenariat économique protégera des chaînes d'approvisionnement complexes et minimisera l'introduction d'obstacles au commerce. Ce faisant, il protégera les emplois et les moyens de subsistance au Royaume-Uni et dans l'UE. La

période de mise en œuvre limitée dans le temps garantira une transition harmonieuse et stable vers ce partenariat pour les entreprises et les citoyens.

Le Royaume-Uni et l'UE souhaitent que la relation sur les marchandises soit aussi étroite que possible.

Le partenariat économique comprendra donc une zone de libre-échange combinant une coopération réglementaire et douanière approfondie le tout dans le but de faciliter les échanges. Dans cette zone de libre-échange, il n'y aura pas de droits de douane, de frais, de charges ou de restrictions quantitatives dans tous les secteurs, et pas besoin de contrôle des règles d'origine. Aucune autre économie avancée n'a cet accord avec l'UE.

En ce qui concerne la réglementation, les deux partis conviennent de principes communs sur les processus de conformité, explorerons la coopération. Il est question d'explorer la coopération avec les agences de l'UE telles que l'Agence européenne des médicaments, l'Agence européenne des produits chimiques et l'Agence européenne de la sécurité aérienne. Il est envisagé de s'aligner sur les règles spécifiques de l'UE lorsque cela pourrait aider à atteindre leurs objectifs.

En matière douanière, il est mis en place de nouveaux arrangements ambitieux qui développent le territoire douanier unique prévu dans l'accord de retrait conformément aux principes du partenariat économique, notamment en respectant l'intégrité du marché intérieur du Royaume-Uni et en reconnaissant le développement du commerce libre. Il est question d'une politique avec le reste du monde au-delà du partenariat avec l'UE.

Ce faisant, ils intégreront tous les dispositifs et technologies de facilitation. Comme le reconnaît l'accord sur le Brexit, la conception exacte de cette coopération réglementaire et douanière pourrait conduire à un éventail de résultats différents pour les processus administratifs, les contrôles.

Le Royaume-Uni et l'UE se sont engagés à être aussi ambitieux que possible. L'objectif du Royaume-Uni est de finaliser une conception qui permette un commerce sans friction en dehors de l'union douanière et du marché unique de l'UE. Bien qu'il ne s'agisse pas d'un objectif partagé par tout le monde dans l'UE, ils continueront de travailler pour le garantir.

Outre des accords étroits sur les marchandises, l'accord sur le Brexit fournit également la base d'arrangements ambitieux et complets sur le commerce et l'investissement dans les services, allant bien au-delà des engagements envers l'OMC.

Ces arrangements minimiseront autant que possible les barrières discriminatoires et non discriminatoires. Ils veilleront également à ce que nos futures approches réglementaires nationales se complètent, tout en garantissant au Royaume-Uni une flexibilité réglementaire, ce qui est important pour son économie axée sur les services et le développement de sa politique commerciale qui se veut indépendante.

Ils développeront également des dispositions pour aider les professionnels à pratiquer dans toute l'UE en utilisant une qualification du Royaume-Uni, et vice versa. L'accord comprend de nouveaux arrangements pour les services financiers. Réflétant son importance pour l'économie dans son ensemble et sa nature hautement interconnectée, le Royaume-Uni et l'UE ont réaffirmé leurs principes communs en matière de stabilité financière et d'intégrité du marché. Là où des cadres d'équivalence existent, l'UE et le Royaume-Uni avaient pris des décisions à la fin du mois de juin 2020, et à l'avenir, leurs cadres resteront à jour.

Il est également convenu qu'il serait dans l'intérêt du Royaume-Uni d'avoir une approche étroite et structurée de la réglementation et de la surveillance de nos secteurs, permettant une plus grande transparence, une consultation et un échange d'informations, tout retrait de décisions d'équivalence, offrant une plus grande prévisibilité sur l'accès au marché.

Au-delà de cela, il existe un certain nombre de domaines couverts par l'accord sur le Brexit qui soutiennent ou complètent le partenariat global. Ceux-ci incluent:

- des dispositions spécifiques sur le numérique, couvrant un large éventail de domaines, y compris le commerce électronique, les télécommunications et les technologies émergentes ;
- un nouvel accord global sur le transport aérien ;
- un accès au marché comparable pour les transporteurs de fret et de route ;
- examen des arrangements pour les automobilistes privés ;
- un cadre pour la coopération dans le domaine de l'électricité et du gaz avec des mécanismes couvrant la sécurité d'approvisionnement et l'efficacité des échanges ;
- une large coopération entre le Royaume-Uni et Euratom ³(Communauté européenne de l'énergie atomique) dans le domaine de l'énergie nucléaire ;
- Une coopération en matière de protection et d'application de la propriété intellectuelle au-delà des traités internationaux ;

³Euratom ou CEEA est un organisme public européen chargé de coordonner les programmes de recherches sur l'énergie nucléaire. Création : 1 janvier 1958 à Rome en Italie.

- Un examen des opportunités mutuelles sur les marchés publics au-delà de l'Accord de l'OMC sur les marchés publics.

Des dispositions visant à garantir la protection et la libre circulation des données personnelles soutiendront ce partenariat économique, ainsi que le partenariat de sécurité.

Dans toute relation commerciale, la concurrence doit être ouverte et équitable. L'accord sur le Brexit stipule donc qu'il y aura des dispositions sur les aides d'État, la concurrence, les normes sociales et d'emploi, les normes environnementales, le changement climatique et les questions fiscales pertinentes liées à la bonne gouvernance et à des normes strictes, mais pas aux taux d'imposition.

Mais, il est essentiel que toutes ces dispositions soient proportionnées à la portée et à la profondeur de la future relation économique. La conception finale du partenariat économique fera l'objet de négociations qui commenceront immédiatement après le retrait du Royaume-Uni.

Afin d'apporter certitude et clarté aux entreprises et aux citoyens pendant cette période, et pour faciliter la transition vers le nouveau partenariat, l'accord sur le Brexit comprend une période de mise en œuvre limitée dans le temps, pendant laquelle l'accès du Royaume-Uni et de l'UE aux marchés de l'autre se poursuivra.

La période de mise en œuvre signifie que les entreprises ne doivent se préparer qu'à un seul changement dans la relation commerciale. Les accords internationaux qui s'appliquent en vertu de l'adhésion du Royaume-Uni à l'UE continueront de le faire. Et le Royaume-Uni sera libre de négocier, signer et ratifier de nouveaux accords commerciaux avec d'autres partenaires mondiaux qui entreront en vigueur après la période de mise en œuvre.

Le commerce a eu et continue d'avoir un impact extrêmement positif sur la prospérité du Royaume-Uni. En quittant l'UE, le Royaume-Uni sera libre de poursuivre sa propre politique commerciale indépendante au-delà du partenariat économique avec l'UE, reflétant sa volonté d'être un pays plus ouvert et tourné vers l'extérieur que jamais. Le Royaume-Uni aura son propre siège et votera à l'OMC en tant que membre indépendant, et pourra conclure des accords bilatéraux, plurilatéraux et multilatéraux. Les britanniques continueront de plaider en faveur de la réduction des obstacles au commerce et d'utiliser leur voix pour résister au protectionnisme injuste, lutter contre les pratiques commerciales déloyales et obliger les autres à rendre des comptes aux règles mondiales.

Le Royaume-Uni a finalement quitté l'UE en janvier 2021 avec l'accord de commerce et de coopération UE-Royaume-Uni. Parallèlement à cet accord, le Royaume-Uni a également conclu des accords pour continuer à commercer normalement avec 63 des 70 pays non membres de l'UE avec lesquels le commerce était auparavant couvert par des accords commerciaux de l'UE.

Section 2: Le libre commerce avec le monde extérieur

Le Royaume-Uni a finalement quitté l'UE en janvier 2021 avec l'accord de commerce et de coopération UE-Royaume-Uni. Parallèlement à cet accord, le Royaume-Uni a également conclu des accords pour continuer à commercer normalement avec 63 des 70 pays non membres de l'UE avec lesquels le commerce était auparavant couvert par des accords commerciaux de l'UE.

Maintenant que le Royaume-Uni a quitté le marché unique européen et l'union douanière, les entreprises doivent se préparer aux nouvelles réalités douanières à la frontière entre le Royaume-Uni et l'UE pour la première fois depuis des décennies. Ce type de changements dans les protocoles commerciaux post-Brexit est ce qui suscite tant d'inquiétude concernant les sauvegardes et les retards aux frontières.

En fait, l'UE a averti toutes les entreprises qui font des affaires avec le Royaume-Uni de s'attendre à davantage de surveillance administrative et à des ralentissements significatifs en raison des changements de procédure aux points d'entrée de l'UE et d'anticiper que les chaînes d'approvisionnement passant par les ports de l'UE et du Royaume-Uni pourraient être gravement perturbées.

Les entreprises doivent désormais calculer l'origine de leurs marchandises si elles font du commerce entre l'UE et le Royaume-Uni, ce qui représente une nouvelle charge de conformité pour les commerçants de la région. À l'instar d'autres accords de libre-échange, la teneur en valeur régionale (Régional Vérification Commission « Commission Régionale de Vérification) devra être calculée et les pourcentages spécifiques aux produits doivent être suivis.

Bien qu'une grande attention ait été accordée à la manière dont les nouvelles taxes et tarifs affecteront le coût et la disponibilité des biens et services après le Brexit, les entreprises doivent être conscientes que la partie la plus coûteuse des activités commerciales transfrontalières est le temps et les efforts nécessaires pour passer la frontière. Il est question de Vérifier, respecte les règles douanières et adhère aux normes et réglementations de chaque pays en matière de produits.

Les entreprises devront également investir dans le personnel et la technologie de gestion du commerce mondial nécessaires pour rester en conformité dans ces nouveaux régimes. La direction (**RVC**⁴) devra également réévaluer en permanence les chaînes d'approvisionnement pour comprendre comment la totalité des modifications des règles du Brexit affectent les résultats de l'entreprise.

Jusqu'à présent, le Royaume-Uni a conclu des FTA indépendants (Free Trade Agreement ou Accords de libre-échange) avec plusieurs pays individuels en dehors de l'UE, et d'autres sont en phase de négociation. Dans des circonstances normales, les accords de libre-échange prennent généralement de deux à trois ans à être négociés. Même si le Royaume-Uni a négocié avec succès plusieurs **ALE** (Accords de Libre-échange) à ce stade, les entreprises ne doivent pas supposer que tous seront négociés aussi facilement. Le nombre actuel d'accords ne se compare toujours pas aux plus de 40 accords que l'UE a mis en place avec plus de 70 pays dans le monde.

L'essentiel est qu'il faudra peut-être des années avant que les relations commerciales du Royaume-Uni ne se stabilisent. Les entreprises étrangères opérant au Royaume-Uni peuvent et doivent se tourner vers les ALE (accords de libre-échange) disponibles comme stratégie pour maximiser les réductions de droits dans la conception de leur chaîne d'approvisionnement mondiale.

Alors que les entreprises envisagent leurs stratégies pour la vie dans un monde post-Brexit, il reste une grande incertitude quant aux futures relations commerciales du Royaume-Uni avec l'Union européenne. Dans ce rapport, Baker McKenzie ⁵ fait la une des journaux pour découvrir quel serait l'impact du «Brexit dur» dans quatre secteurs clés pour la fabrication au Royaume-Uni et pour nos clients : l'automobile, la technologie, la santé et les biens de consommation.

Section 3: Le contrôle des frontières et de la politique de l'immigration

L'immigration a été un sujet brûlant tout au long du débat sur le Brexit. Le slogan "Reprendre le contrôle" était très présent. Dans son discours de Lancaster en janvier de cette année, Theresa May a été catégorique : le contrôle de l'immigration est un objectif central des négociations en cours sur le Brexit : Le message du public avant et pendant la campagne référendaire était clair : le Brexit doit signifier le contrôle du nombre de personnes qui viennent d'Europe en Grande-Bretagne. Et c'est ce que nous ferons⁶.

L'accord sur le Brexit redonnera au peuple britannique le contrôle de ses frontières, de son argent et de ses lois. Le référendum était un appel à réclamer la souveraineté du Royaume-Uni, en veillant à ce que les décisions qui les concernent soient prises par ceux qu'ils élisent. L'accord tient cette promesse.

"**Take back control of our borders**" n'était pas seulement un slogan pour les militants pro-Leave en 2016. Après le référendum, c'est devenu la politique du gouvernement britannique. Après tout, cela semblait avoir plus de sens que «Brexit signifie Brexit», plus la promesse d'un changement concret. Il est devenu un engagement manifeste du parti conservateur, le titre d'un document de commandement sur le Brexit en 2018 et un mantra (formé sacré du Pouvoir spirituel) préféré des ministres du gouvernement. Il n'était pas surprenant que la première phrase de la déclaration du Premier ministre d'alors Madame Theresa May, la veille de Noël pour saluer l'accord entre le Royaume-Uni et l'UE contienne cette expression omniprésente. "*We fulfilled that promise*" (la promesse est tenue), a-t-il déclaré.

Alors quelles sont les conséquences ?

Lorsque Nigel Farage (Homme politique et Analyste britannique...) a soulevé le sujet du contrôle aux frontières, c'était en conjonction avec le spectre des migrants démunis. Mais le Brexit n'était pas seulement une question de contrôle de l'immigration, c'était aussi, pour reprendre le discours de Boris Johnson actuel premier Ministre, «*Le contrôle de nos lois... [Et] de chaque point et titre de notre réglementation*⁷». Ce que cela se traduit aux frontières du Royaume-Uni est sur le point de devenir évident. L'accord de commerce et de coopération (TCA en anglais) signifie qu'il y aura un peu moins de frictions et de complications qu'il n'y en aurait eu sans un accord entre le Royaume-Uni et l'UE.

Mais, si l'intégration européenne consiste à réduire les obstacles à la circulation entre les pays, le Brexit vise à accroître les obstacles à ce mouvement. Comme on l'a vu dans les retards induits par la pandémie de la Covid-19 avant Noël des camions en provenance des ports britanniques, le mouvement à travers une frontière n'est pas quelque chose qui peut être géré unilatéralement. Pour qu'une chose traverse la frontière, elle doit

⁴RVC : Commission Régionale de Vérification

⁵Baker McKenzie, Cabinet d'avocats d'affaires international américain créé en 1949

« Take back control of our borders » : Reprendre le contrôle de nos frontières

⁶<https://verfassungsblog.de/the-irony-of-brexit-for-immigration-control-2/>

⁷ Nigel Farage, Le Populiste à l'avant-garde du Brexit, par la rédaction Internationale et Alexandre Berthaud.30-12-2020

quitter un pays et entrer dans un autre. La gestion des frontières exige donc que les autorités de chaque côté de la frontière soient en mesure de faire trois choses : savoir ce qui franchit la frontière, avoir la certitude qu'il répond aux critères d'entrée et empêcher l'entrée si ce n'est pas le cas.

La libre circulation prendra fin, le Parlement britannique décidant de sa politique d'immigration intérieure dans l'intérêt national. De nouveaux contrôles seront mis en place dans le cadre d'un système d'immigration plus équitable, qui met l'accent sur les compétences d'une personne et non sur son origine. Les plus brillants et les meilleurs continueront d'être les bienvenus, servant les intérêts de l'ensemble du Royaume-Uni et reflétant les besoins des entreprises et des communautés.

Conformément à ce nouveau système d'immigration et aux arrangements similaires que le Royaume-Uni pourrait offrir à d'autres partenaires commerciaux proches à l'avenir, l'accord fournit la base d'arrangements avec l'UE sur des dispositions spécifiques en matière de mobilité. Y compris, des voyages sans visa pour les visites de courte durée : l'entrée et les conditions de séjour pour la recherche, les études, la formation et les échanges de jeunes ; des procédures efficaces à la frontière ; et la possibilité d'un accord sur des domaines de sécurité sociale compatibles avec les dispositions relatives à la mobilité. Les britanniques ont également protégé les droits des ressortissants britanniques vivant dans l'UE et des citoyens européens vivant au Royaume-Uni.

L'accord de retrait protège les droits des citoyens résidant légalement au Royaume-Uni ou dans l'UE avant la fin de la période de mise en œuvre, garantissant ainsi qu'ils peuvent vivre leur vie comme aujourd'hui. Les membres de la famille non européens vivant légalement au Royaume-Uni avec leurs parents citoyens de l'UE sont également protégés.

Ceci fait dire à Eric Albert dans *Après le Brexit, le Royaume-Uni durcit sa politique migratoire* publié en février 2020 que « *Européens et non Européens seront traités à égalité* ». (Eric Albert, 2020, Londres, Correspondance).

Un nouveau système de statut d'établissement a été mis en place au Royaume-Uni pour les 3 millions de citoyens de l'UE vivant ici, fournissant un système simplifié permettant aux personnes d'obtenir leur nouveau statut d'immigration au Royaume-Uni. Les pays de l'UE mettent en place des arrangements pour le million de ressortissants britanniques vivant dans leur propre pays.

Les points de l'Accord

Après le Brexit, le 31 janvier 2020, le Royaume-Uni et l'Union européenne devaient décider des règles de leurs futures relations commerciales. C'était important car l'UE est le plus grand et le plus proche partenaire commercial du Royaume-Uni. Après des mois de négociations, qui se sont terminées en queue de poisson, un accord commercial entre le Royaume-Uni et l'Union européenne est entré en vigueur le 1er janvier 2021. Cet accord a permis d'éviter l'introduction de droits de douane et de quotas, qui auraient rendu le commerce plus coûteux.

Maintenant qu'il ne fait plus partie de l'UE, le Royaume-Uni est libre de définir sa propre politique commerciale et peut négocier des accords avec d'autres pays. Des pourparlers sont en cours avec les États-Unis, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, pays qui n'avaient pas des accords de libre-échange avec l'UE.

Avant le Brexit, le Royaume-Uni faisait automatiquement partie de tout accord commercial que l'UE avait négocié avec un autre pays. Au moment du départ du Royaume-Uni, l'UE comptait environ 40 accords commerciaux couvrant plus de 70 pays. Le Royaume-Uni avait négocié des accords de reconduction avec 66 de ces pays.

Le Royaume-Uni et l'Union européenne ont conclu un accord de commerce et de coopération, un accord de coopération nucléaire et un accord sur les procédures de sécurité pour l'échange et la protection des informations classifiées. Ces accords sont conçus pour honorer la consigne du peuple britannique, exprimée lors du référendum de 2016 et des élections générales de l'année dernière de reprendre le contrôle des lois, des frontières, de l'argent, du commerce et de la pêche. Ils modifient la base de leurs relations avec leurs voisins européens, passant du droit de l'UE au libre-échange et à la coopération amicale.

Avec l'accord de commerce et de coopération UE-Royaume-Uni du 24 décembre 2020, le Royaume-Uni et l'UE ont fondamentalement modifié l'accès au marché pour les entreprises de services financiers. À compter du 1er janvier 2021, les entreprises de services financiers britanniques qui ont l'intention de faire des affaires dans l'UE ne sont plus autorisées à faire usage du marché unique européen et à offrir leurs services transfrontaliers sur la base du passeport européen.

Par conséquent, les implications de l'accord pour les services financiers sont plus sévères que pour le commerce, et se rapprochent des effets d'un Brexit dur sans issue. En particulier, le rôle de Londres en tant que principale plaque tournante du marché financier de l'UE va changer, car des services tels que la négociation des actions de l'UE se déplacent vers le continent.

Cependant, même si les effets immédiats peuvent être sévères, les implications à moyen et long terme pour l'industrie financière ne doivent pas être sombres.

Premièrement, les institutions financières les plus importantes ont réorganisé leurs opérations européennes en prévision d'un Brexit dur bien avant le 31 décembre 2020, et ont donc réduit considérablement leur dépendance vis-à-vis du marché unique.

Deuxièmement, étant donné que le Royaume-Uni et l'UE ont l'intention de se mettre d'accord sur un protocole d'accord établissant un cadre pour la coopération en matière de réglementation des services financiers d'ici le 31 mars 2021, il semble possible qu'une gamme importante de services financiers puisse à l'avenir être offerte entre l'UE et le Royaume-Uni sur la base de décisions d'équivalence.

Les deux parties travaillent à l'incorporation de normes internationalement reconnues dans le secteur des services financiers pour la réglementation et la surveillance (article *SERVIN.5.41*). Cela inclut, par exemple, les normes adoptées par le G20, le Conseil de stabilité financière et le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire.

Suite à l'accord, le Royaume-Uni et l'UE ont fait une déclaration commune sur la coopération en matière de réglementation des services financiers. Par celle-ci, les parties ont annoncé une coopération réglementaire structurée en matière de services financiers, dans le but d'établir une relation durable et stable entre des juridictions autonomes, et ont déclaré leur engagement commun à préserver la stabilité financière, l'intégrité du marché et la protection des investisseurs et des consommateurs. Ils ont l'intention de convenir d'un protocole d'accord ("MoU⁸") d'ici mars 2021 établissant le cadre de cette coopération. Le MoU prévoit également des dispositions sur la manière de traiter les déterminations d'équivalence.

L'accord dont la signature était le plus attendu, va garantir les droits de pêche des flottes des deux parties dans leurs eaux respectives jusqu'à la fin de 2021. L'échange de quotas sera possible.

L'accord dont la signature était le plus attendu, va garantir les droits de pêche des flottes des deux parties dans leurs eaux respectives jusqu'à la fin de 2021. L'échange de quotas sera possible.

L'accord de Brexit protégera la sécurité en mettant en place un nouveau partenariat de sécurité ambitieux avec l'UE, tout en donnant un plus grand contrôle sur la politique étrangère. Le Royaume-Uni reste inconditionnellement engagé en faveur de la sécurité de l'Europe et, pendant son adhésion à l'UE, il a travaillé avec tous les États membres pour lutter contre les menaces intérieures et extérieures.

L'accord de Brexit définit donc un partenariat de sécurité large, complet et équilibré pour une coopération continue, qui respecte la souveraineté, l'autonomie de l'UE et le fait que la sécurité nationale est et sera toujours l'affaire des États souverains. Couvrant la politique étrangère, la sécurité et la défense, l'application de la loi et la justice pénale, ainsi qu'une série de questions de sécurité thématiques. Ce partenariat de sécurité contribuera à assurer la sécurité des citoyens et à promouvoir la paix et la prospérité mondiales ainsi qu'un multilatéralisme efficace. L'accord représente la relation de sécurité la plus large et la plus complète que l'UE entretient avec un pays tiers.

Les deux parties ont convenu d'établir une nouvelle relation ambitieuse, souple et évolutive, qui permettra de combiner les ressources dans le monde entier pour un impact maximal. L'accord prévoit une consultation et une coopération régulières, reconnaissant que le Royaume-Uni et l'UE continueront à se tenir côte à côte dans le monde entier. Le Royaume-Uni pourra participer aux opérations et aux missions de l'UE lorsqu'il y a un intérêt commun à le faire, afin de renforcer la sécurité internationale, de promouvoir la stabilité et de faire face aux menaces. Lorsque le Royaume-Uni choisira de participer, il sera consulté dès le début et étroitement associé à la planification des opérations.

Il en va de même pour les sanctions, pour lesquelles les britanniques entreprendront une consultation et une coopération étroites dans le but de garantir que leurs approches se renforcent mutuellement. La collaboration en matière de recherche et de développement de pointe dans le domaine de la défense se poursuivra, afin de garantir que les forces armées restent performantes et que l'industrie européenne de la défense reste leader mondial.

Et les deux parties souhaitent coopérer dans le domaine de l'espace, qui revêt une importance croissante pour leur sécurité. Le dialogue sur les questions de développement se poursuivra et ils examineront plus avant si et comment ils pourront contribuer aux activités de l'UE à l'avenir.

Section 1: L'Accord de pêche et de sécurité

L'UE et le Royaume-Uni sont parvenus, mercredi 2 juin 2021, à un accord de principe sur la question de la pêche, a annoncé la Commission européenne.

L'accord a été finalisé lors d'un appel téléphonique entre le commissaire européen à la pêche, Virginijus Sinkevicius, et le secrétaire d'Etat à l'environnement, à l'alimentation et aux affaires rurales britannique, George Eustice.

⁸Memorandum of Understanding (**MoU**) protocole d'accord signé entre l'UE et le gouvernement de Boris Johnson sur les services financiers

« Cet accord assure la prévisibilité et la continuité pour nos flottes avec des TAC [totaux admissibles de capture] définitifs⁹ pour le reste de l'année », assure le commissaire européen à la pêche.

Le nouveau partenariat verra le Royaume-Uni et l'UE continuer à travailler en étroite collaboration afin de s'attaquer aux menaces communes que représente la criminalité grave et organisée en reconnaissant que les terroristes et les criminels ne connaissent pas de frontières. Les britanniques ont donc convenu de développer une relation large et complète couvrant la coopération pratique, le partage des données, la collaboration étroite entre les services répressifs et la coopération en matière de lutte contre le blanchiment d'argent.

Comme pour le partenariat économique, ce nouveau partenariat de sécurité sera fondé sur un équilibre approprié entre les droits et les obligations, et étayé par les engagements de longue date du Royaume-Uni et de l'UE en matière de protection des droits des personnes et des données personnelles. L'accord de Brexit comprend un accord d'extradition accéléré, basé sur des procédures et des délais simplifiés.

Il prévoit également l'échange rapide d'informations afin de prévoir les activités criminelles et de faciliter l'application de la loi, avec des accords continus sur le partage des dossiers passagers, des données ADN, des empreintes digitales et des données d'immatriculation des véhicules. Il est essentiel que l'accord reconnaisse qu'ils pourront vouloir aller plus loin, compte tenu notamment de leur intérêt commun à continuer de partager des données en temps réel sur les personnes recherchées et disparues et sur les casiers judiciaires.

Ils examineront donc comment ils peuvent mettre en place des arrangements qui, dans la mesure du possible, rapprochent les mécanismes pertinents de l'Union à savoir le **système d'information Schengen de deuxième génération (SISII)** et le **système européen d'information sur les casiers judiciaires (ECRIS)** et faire de même dans d'autres domaines de la coopération policière et judiciaire, afin d'offrir des capacités opérationnelles supplémentaires.

Compte tenu de l'importance d'une relation de travail étroite entre les organes chargés de l'application de la loi et de la justice pénale, les britanniques ont également convenu d'élaborer de nouvelles modalités de coopération par l'intermédiaire d'**Europol**¹⁰ et d'**Eurojust**¹¹.

Parallèlement à ces mesures, une coopération étroite sera mise en place sur d'autres questions thématiques, reflétant les diverses menaces pour la sécurité auxquelles l'Europe est confrontée.

En ce qui concerne la lutte contre le terrorisme et la cybercriminalité, le partenariat de sécurité permettra de poursuivre le dialogue et de partager les meilleures pratiques, reflétant l'expertise importante qu'ils leur ont apportée à la lutte contre les cyber-menaces dans le passé, et la valeur qu'ils continueront à offrir à l'avenir. Ils continueront également à coopérer pour faire face aux menaces pour la sécurité sanitaire et à coordonner les efforts en matière de protection civile.

Enfin, la gestion de l'immigration clandestine est un défi mondial, facilité par la criminalité organisée et l'exploitation des migrants vulnérables. Ils poursuivront donc leurs efforts conjoints pour s'attaquer à ce problème, en veillant à ce qu'aucune nouvelle incitation ne soit créée pour inciter les gens à effectuer des voyages dangereux vers l'Europe, tout en apportant un soutien aux migrants les plus vulnérables.

L'accord de Brexit protégera le Royaume-Uni en préservant son intégrité constitutionnelle et économique, et soutiendra les communautés qui ont trop longtemps été laissées pour compte.

L'Irlande du Nord est la seule nation du Royaume-Uni qui partage une frontière terrestre avec l'UE, et la protection des gains durement acquis par le processus de paix a été et restera une priorité fondamentale pour le gouvernement. C'est pourquoi ils ont convenu d'un accord de Brexit qui garantit qu'il ne pourra jamais y avoir de frontière dure sur l'île d'Irlande et cette garantie est divisée en deux parties.

Premièrement, dans l'accord de retrait, ils ont inclus un arrangement "**backstop**" qui créerait un territoire douanier unique temporaire entre le Royaume-Uni et l'UE dans le cas où leur relation future ne serait pas finalisée à la fin de la période de mise en œuvre.

Cela permettrait de maintenir la frontière ouverte, de respecter la souveraineté du Royaume-Uni et de protéger la place de l'Irlande du Nord dans le marché intérieur britannique.

Deuxièmement, dans le cadre du nouveau partenariat économique, ils ont fait part de leur détermination commune à mettre en place des accords alternatifs garantissant l'absence de frontière dure sur l'île d'Irlande de manière permanente, de sorte que même si le backstop avait été utilisé, il cesserait et serait remplacé par ces

⁹https://www.lemonde.fr/international/article/2021/06/02/peche-post-brexit-l-union-europeenne-et-le-royaume-uni-sont-parvenus-a-un-accord_6082579_3210.html

¹⁰Europol : Agence européenne de police criminelle qui facilite l'échange de renseignements entre polices nationales au sein de l'Union européenne

¹¹ Eurojust (Unité de coopération judiciaire de l'Union européenne) : est l'Agence européenne chargée de renforcer la coopération judiciaire entre les Etats membres par l'adoption, au niveau européen, des mesures structurelles dans le plein respect des droits et libertés fondamentaux.

accords. Il est essentiel que ni le Royaume-Uni ni l'UE ne souhaitent voir le backstop¹² entrer en vigueur. Ils s'attendent à ce que les accords alternatifs soient prêts d'ici la fin de 2020, les deux parties étant légalement tenues de faire tout leur possible pour éviter que le backstop ne soit un jour utilisé.

La zone de voyage commune (ZTC¹³) sera également maintenue, garantissant que les citoyens britanniques et irlandais peuvent voyager librement entre le Royaume-Uni et l'Irlande, et l'accord protège des droits et privilèges plus larges. L'accord de retrait et la déclaration politique confirment que l'accord de Belfast ("Good Friday") sera pleinement respecté, y compris le statut constitutionnel de l'Irlande du Nord et le principe du consentement.

Le gouvernement s'est engagé à renforcer les capacités décisionnelles des administrations décentralisées en Écosse, au Pays de Galles et en Irlande du Nord, par le transfert direct de pouvoirs dans les domaines de compétence décentralisée. Dans les domaines essentiels au fonctionnement du marché intérieur du Royaume-Uni et à la protection des ressources communes telles que l'air, les rivières et les mers ils continueront à adopter des approches communes.

L'accord, y compris la période de mise en œuvre, couvre également les territoires d'outre-mer et les dépendances de la Couronne du Royaume-Uni. En outre, un protocole sur Gibraltar reflète l'intention du Royaume-Uni, de l'Espagne et du gouvernement de Gibraltar de travailler ensemble pour soutenir la prospérité et la sécurité communes de la région. Des dispositions distinctes sur les zones de souveraineté (ZSB) protègent les intérêts des Chypriotes qui vivent et travaillent dans les ZSB¹⁴ et garantissent la poursuite de l'exploitation efficace des ZSB à des fins militaires.

S'il est difficile de dresser, à ce stade, un inventaire précis des conséquences du Brexit en matière de droit de la concurrence, faute d'informations fiables sur les conditions de sortie, il est possible d'anticiper une complexification de la vie des entreprises et de leurs juristes pour au moins trois raisons. Explications des conséquences potentielles en cas de Brexit dur.

Section 2: La concurrence et la gouvernance

Le 16 mars 2021, le gouvernement britannique a publié son *Integrated Review of Security, Defense, Development, and Foreign Policy*, la présentation la plus complète de la politique extérieure britannique depuis plusieurs décennies. Le document présente une vision optimiste d'une "Grande-Bretagne mondiale" qui, grâce à ses grandes ressources et à ses solides réseaux d'amis, réussira à naviguer dans un monde de plus en plus complexe et contesté. La plupart des premiers débats depuis la publication du document se sont concentrés sur la question de savoir si l'inclinaison envisagée par le Royaume-Uni vers l'Indopacifique est en accord avec les capacités et les intérêts du pays, le réarmement nucléaire prévu et la réduction temporaire de l'aide au développement.

Bien que le Brexit ait été une motivation importante de l'examen des politiques, le document traite de la future relation du Royaume-Uni avec l'UE de manière superficielle.

Dans les quelques phrases consacrées à ce sujet, le gouvernement célèbre surtout la nouvelle liberté du Royaume-Uni de "poursuivre des approches économiques et politiques différentes, lorsque cela convient à leurs intérêts". Le document reconnaît toutefois "le rôle important joué par l'UE dans la paix et la prospérité de l'Europe" et, de manière intrigante, envisage de trouver "de nouvelles façons de travailler avec l'UE sur des défis communs". La nature de ces nouvelles méthodes n'est pas précisée, tandis que plusieurs pages sont consacrées à divers aspects de l'engagement futur du Royaume-Uni dans la région indopacifique.

Cette tension pourrait se transformer en une source permanente de frictions, voire en une grave crise politique. Si les dommages économiques du Brexit deviennent politiquement néfastes, le gouvernement conservateur cherchera à rejeter la faute sur le comportement intransigeant de l'UE.

Le départ en janvier 2020 de l'un des acteurs les plus puissants de la politique étrangère de l'UE a porté un coup massif au prestige et au **soft power**¹⁵ de l'union dans le monde. En particulier au cours des premiers mois et des premières années qui ont suivi le vote du Royaume-Uni en faveur de la sortie de l'Union lors du référendum de juin 2016, beaucoup s'attendaient à ce que le Brexit marque le début du déclin terminal de l'UE.

¹²Le **Backstop** irlandais est une ancienne annexe à un projet d'accord de retrait du Brexit élaboré par le gouvernement de mai et la commission européenne en décembre 2017 et finalisé en novembre 2018, qui visait à empêcher une frontière évidente entre la République d'Irlande et l'Irlande du Nord après le Brexit

¹³ ZTC : Zone de Tarification Contrôlée

Good Friday : Accord du Vendredi Saint ("Crucifixion"), accord du 10 Avril 1998, jour férié

ZSB : Zones placées sous souveraineté britannique à Chypre (Akrotiri et Dhekelia)

¹⁴ ZSB : Zones placées sous souveraineté britannique à Chypre

¹⁵Soft Power : la manière douce de convaincre ou le pouvoir de convaincre, concept utilisé en Relations Internationales.

Cependant, aucun autre pays n'a suivi le Royaume-Uni vers la sortie, et pendant les années difficiles qui ont suivi, avec l'ancien président américain Donald Trump à la Maison Blanche et la pandémie de coronavirus, l'UE s'est avérée plus résiliente que beaucoup ne le pensaient.

Il est également vrai que peu de l'impressionnant potentiel de politique étrangère du Royaume-Uni a été déployé pour soutenir les politiques de l'UE. Alors que l'Allemagne a toujours voulu prendre part à une politique étrangère européenne et que la France insiste pour la diriger, le Royaume-Uni ne s'est jamais vraiment identifié au projet. Chaque fois que le renforcement des outils de politique étrangère de l'UE a fait l'objet de discussions, le Royaume-Uni a toujours insisté sur la primauté de l'action extérieure nationale.

C'est sur l'insistance de Londres qu'une déclaration a été jointe au traité de Lisbonne de 2007, indiquant que les dispositions du traité relatives à la politique étrangère n'affectent pas les responsabilités des États membres, telles qu'elles existent actuellement, pour la formulation et la conduite de leur politique étrangère ni de leur représentation nationale dans les pays tiers et les organisations internationales.

Les réserves du Royaume-Uni quant à l'objectif d'une politique étrangère et de sécurité commune étaient particulièrement évidentes dans le domaine de la défense, où, grâce à ses atouts dans ce domaine, le Royaume-Uni aurait facilement pu jouer un rôle de premier plan. À l'exception d'une brève période après la déclaration de Saint-Malo de 1998 du premier ministre britannique de l'époque, Tony Blair, et du président français, Jacques Chirac, Londres a préféré entraver le développement des projets de défense de l'UE, arguant que de telles mesures risquaient de saper la primauté de l'OTAN dans la sécurité européenne.

Après le Brexit, la main du Royaume-Uni ayant été retirée du frein, la politique de sécurité de l'UE a rapidement commencé à progresser ; la coopération structurée permanente, qui permet aux États membres capables et désireux de travailler plus étroitement sur la défense, et le Fonds européen de défense ont été les résultats les plus importants jusqu'à présent.

Cependant, lorsqu'il s'est agi de négocier un accord sur la future relation entre Londres et Bruxelles, le gouvernement de Boris Johnson, qui a succédé à Theresa May en tant que Premier ministre britannique en juillet 2019, n'a montré aucun intérêt pour ce domaine, préférant une rupture totale et nette avec la politique étrangère de l'UE.

Dans son discours à la Conférence de Munich sur la sécurité de février 2021, Boris Johnson a affirmé que le Brexit avait restauré la souveraineté du Royaume-Uni sur les leviers vitaux de l'action extérieure bien qu'en réalité, il n'y ait guère de preuves que l'appartenance à l'UE ait jamais sérieusement contraint la politique étrangère du pays. En prenant ses fonctions, le Premier ministre s'est engagé auprès de la population britannique à écouter les communautés de tout le pays. Dans cette optique, le gouvernement s'est engagé à mettre en place des politiques agricoles et de pêche plus équitables qui fonctionnent réellement pour les communautés rurales et côtières.

Celui-ci donnera effet à l'accord de retrait dans la législation britannique, y compris les protections des droits des citoyens et le fonctionnement de la période de mise en œuvre. Le Royaume-Uni et l'UE se sont engagés au cours de la période précédant le départ de l'UE le 29 mars dans un travail d'organisation préparatoire, afin de garantir que les discussions officielles sur l'élaboration des accords juridiques nécessaires pour donner effet à la future relation puissent commencer immédiatement et progresser rapidement.

Immédiatement après le départ du Royaume-Uni, les négociations officielles visant à donner une forme juridique à la future relation débiteront. L'accord de Brexit guidera ces discussions et fournira des instructions aux deux équipes de négociation pour que la relation soit prête d'ici à la fin de 2020. Ensemble, ils construiront une relation qui servira les intérêts des citoyens du Royaume-Uni et de l'UE, aujourd'hui et à l'avenir.

Section 3: L'accord de retrait

L'accord de retrait prévoyait une période de transition jusqu'au 31 décembre 2022, pendant laquelle le Royaume-Uni restait dans le marché unique, afin de garantir des échanges sans friction jusqu'à ce qu'une relation à long terme soit convenue.

Le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne a entraîné un recalibrage global des relations conventionnelles. Grâce à l'accord de retrait et à sa période de transition, le Royaume-Uni élargit ses pouvoirs en matière d'élaboration de traités internationaux à mesure qu'il se libère des contraintes du droit européen. La pratique à ce jour montre la création de nombreux nouveaux instruments juridiques internationaux par lesquels les gouvernements ont cherché à répondre aux questions inédites que le Brexit soulève pour le droit international des traités.

L'objectif de l'accord de retrait était de démanteler de manière ordonnée toute coopération fondée sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'UE. L'accord de retrait reste pleinement en vigueur et s'appliquera parallèlement aux accords sur la future relation entre l'UE et le Royaume-Uni.

L'accord de retrait prévoit une période de transition jusqu'à la fin de l'année 2020, au cours de laquelle l'UE et le Royaume-Uni continuent de fonctionner en grande partie comme si le Royaume-Uni était toujours

membre de l'UE. La seule exception notable est que, pendant la période de transition, le Royaume-Uni ne participe plus au processus décisionnel de l'UE ni aux activités des organes de l'UE.

Le président américain Joe Biden, qui a des racines irlandaises, a exprimé des opinions négatives sur les plans du Royaume-Uni de passer outre certaines parties de l'accord si aucun accord n'est conclu avec le bloc.

L'objectif 16^{de} cette loi et de la loi de finances est de protéger et de faire respecter l'accord du Vendredi Saint et le processus de paix en Irlande du Nord. Et encore une fois, c'est l'une des choses sur lesquelles nous sommes unis avec nos amis de la Maison Blanche", a-t-il déclaré.

Pendant la campagne, M. Biden a déclaré que "tout l'accord commercial entre les États-Unis et le Royaume-Uni doit être conditionné au respect de l'accord et à la prévention du retour d'une frontière dure".

Les principales dispositions de l'accord de retrait sont les suivantes :

- La sauvegarde à vie des droits acquis des citoyens de l'UE et du Royaume-Uni et des membres de leur famille qui se sont installés au Royaume-Uni et dans les États membres de l'UE avant le 1er janvier 2021 (par exemple, en matière de résidence, d'emploi et de sécurité sociale).
- L'engagement du Royaume-Uni à respecter tous les engagements financiers qu'il a pris en tant que membre de l'UE.
- Une période de transition qui a duré jusqu'à la fin de 2020.
- Des dispositions concernant la frontière et la coopération entre l'Irlande et l'Irlande du Nord.
- L'achèvement du processus en cours avant la fin de la période de transition (31 décembre 2020), conformément à la législation de l'UE.

Contenu principal de l'accord de retrait :

L'accord de retrait se compose de 185 articles, de trois protocoles et de neuf annexes. L'accord est divisé en six parties.

1. La partie de l'accord consacrée aux dispositions communes (articles 1 à 8) contient principalement des dispositions sur la mise en œuvre, l'application et l'interprétation de l'accord.
2. La partie Droits des citoyens (articles 9 à 39) contient des dispositions protégeant le statut et les droits des citoyens de l'UE et du Royaume-Uni et des membres de leur famille en vertu du droit de l'Union.
3. La partie relative aux dispositions de séparation (articles 40-125) a pour principal objectif d'assurer la sécurité juridique afin que les procédures fondées sur l'application du droit de l'UE qui étaient en cours à la fin de la période de transition puissent être menées à bien conformément à la législation de l'UE. Cette troisième partie établit également les dispositions spéciales nécessaires au retrait ordonné de l'UE de la Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom).
4. La partie Période de transition (articles 126 à 132) établit les dispositions relatives à la période de transition qui a duré jusqu'à la fin de 2020.
5. Les règles énoncées dans la partie Dispositions financières (articles 133 à 157) garantiront que le Royaume-Uni respecte les engagements financiers qu'il a pris pendant son adhésion à l'UE. Cette partie présente également les dispositions relatives à la participation du Royaume-Uni aux programmes financés au titre de l'actuel cadre financier pluriannuel.
6. La partie "Dispositions institutionnelles et finales" (articles 158 à 185) définit des règles visant à garantir une interprétation et une application uniformes de l'accord. En outre, un comité mixte et une procédure de règlement des différends ont été établis pour l'administration de l'accord.

Le protocole sur l'Irlande et l'Irlande du Nord et ses sept annexes établissent des dispositions sur les arrangements frontaliers pour l'île d'Irlande. Celles-ci visent à éviter une frontière dure sur l'île tout en respectant le processus de paix et sans compromettre le fonctionnement du marché unique de l'UE.

L'accord de retrait comprend également un protocole sur les zones de souveraineté du Royaume-Uni, de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à Chypre et un protocole sur

Gibraltar, qui prévoit les questions spécifiques soulevées par le retrait du Royaume-Uni de l'UE en ce qui concerne Gibraltar.

Processus de négociation de l'accord de retrait Le 23 juin 2016, le Royaume-Uni a organisé un référendum sur l'appartenance du pays à l'UE. Au total, 51,9 % des électeurs ont voté en faveur de la sortie de l'UE.

¹⁶Le Premier ministre britannique et le président américain Joe Biden s'accordent sur le fait que les changements législatifs protégeront l'accord de paix en Irlande du Nord.
<https://www.theguardian.com/politics/2020/nov/08/dominic-raab-joe-biden-no-deal-brexite>

Le Royaume-Uni a soumis sa notification de retrait à l'UE le 29 mars 2017. Cela a initié un processus de retrait tel que défini dans l'article 50. Les négociations ont été conclues le 17 octobre 2019.

La Commission européenne, avec Michel Barnier comme négociateur en chef, est chargée des négociations avec le Royaume-Uni au nom de l'UE. La Commission européenne négocie avec le Royaume-Uni sur la base des orientations fixées par le Conseil européen et des directives de négociation émises par le Conseil "Affaires générales" de l'UE.

Quatre facteurs principaux détermineront le caractère des relations entre l'UE et le Royaume-Uni à court et moyen terme. Le premier est plutôt négatif : les retombées émotionnelles et politiques d'un divorce difficile. Le deuxième est positif : la relance de la relation transatlantique qui pourrait pousser le Royaume-Uni à se réengager dans l'UE. Le troisième concerne les défis extérieurs, et le quatrième les tendances politiques internes respectives du Royaume-Uni et de l'UE. Ces deux derniers éléments pourraient avoir pour effet de rapprocher les deux parties, mais aussi de les éloigner.

Peu après avoir quitté l'UE, le gouvernement britannique a clairement indiqué qu'il considérait l'ambassadeur de l'UE à Londres comme le représentant d'une organisation internationale et qu'il n'accorderait pas à ce fonctionnaire le plein statut diplomatique accordé aux représentants des États. Étant donné que les 142 autres délégués de l'UE dans le monde bénéficient tous de ce statut, Bruxelles a considéré qu'il s'agissait d'une mesure inamicale et a réagi en limitant l'accès des diplomates britanniques aux institutions européennes. Cette mini-crise a peu d'implications pratiques. Mais elle démontre que, au moins dans un premier temps, le gouvernement britannique a ressenti le besoin de souligner sa rupture avec Bruxelles par un comportement peu diplomatique.

Un problème beaucoup plus grave est celui de l'inachèvement du Brexit. L'accord de commerce et de coopération UE-Royaume-Uni de décembre 2020 a laissé en suspens de nombreuses questions qui nécessiteront d'autres négociations difficiles. La mise en œuvre de certains éléments de cet accord et du protocole sur l'Irlande du Nord de l'accord de retrait du Brexit, qui a entraîné la nécessité de contrôles frontaliers entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, s'est déjà avérée très litigieuse.

Suivant ce qui précède, il convient d'étudier les Relations post-Brexit.

Les relations post-Brexit

Depuis janvier 2021, les relations post-Brexit du Royaume-Uni avec l'Union européenne et ses membres sont régies par l'accord de retrait du Brexit et l'accord de commerce et de coopération UE-Royaume-Uni. Ce dernier a été négocié en 2020 et s'applique depuis 2021.

Après le retrait du Royaume-Uni de l'UE le 31 janvier 2020, le Royaume-Uni a continué de se conformer aux réglementations de l'UE et de participer à l'Union douanière de l'UE pendant la « période de transition du Brexit », qui a commencé le 1er février 2020 et s'est terminée le 31 décembre 2020. Ceci accordé un certain temps pour négocier un accord commercial bilatéral entre le Royaume-Uni et l'UE.

Bien que le Royaume-Uni ait officiellement quitté l'UE le 31 janvier 2020, sa participation au marché unique et à l'union douanière jusqu'au 31 décembre 2020 a reporté les pleins effets de son retrait. Étant donné que la période de transition a chevauché la pandémie de Covid-19, elle a également masqué l'ampleur et les détails du changement.

La période de transition avait été demandée par Theresa May pour laisser le temps à l'UE et au Royaume-Uni de parvenir à un accord sur les termes de l'échange après le retrait du Royaume-Uni de l'UE. Il visait également à permettre aux pouvoirs publics, aux entreprises et autres des deux côtés de se préparer aux nouvelles dispositions.

Cependant, la distance entre le Royaume-Uni et l'UE sur des questions clés dans les négociations sur les relations futures, et le refus du gouvernement Johnson d'utiliser le pouvoir du Royaume-Uni en vertu de l'accord de retrait pour demander une prolongation, ont poussé les pourparlers eux-mêmes au-delà de la onzième heure, et la signature de la veille de Noël ne laissait pas plus d'une semaine aux entreprises et autres pour s'adapter aux nouvelles règles et aux nouveaux processus.

Section 1: Le retour des douanes

Aux fins des douanes, le Royaume-Uni est désormais traité comme tout autre pays non membre de l'UE. En particulier, les procédures et formalités douanières s'appliquent aux échanges entre le Royaume-Uni et l'UE. Toutefois, conformément au protocole convenu sur l'Irlande et l'Irlande du Nord, les règles et procédures douanières de l'UE continuent généralement de s'appliquer aux marchandises entrant et sortant d'Irlande du Nord.

Le retrait du Royaume-Uni de l'UE affecte votre entreprise si : elle vend des biens ou fournit des services au Royaume-Uni, elle achète des biens ou reçoit des services du Royaume-Uni, elle fait passer des marchandises

à travers le Royaume-Uni, elle utilise des matériaux et des biens britanniques pour commercer dans le cadre de régimes préférentiels avec les pays partenaires de l'UE.

Dans le domaine fiscal et douanier, cela signifie par exemple : Vous devez remplir des déclarations en douane lors de l'importation ou de l'exportation de marchandises vers/depuis la Grande-Bretagne (Royaume-Uni hors Irlande du Nord) ou lors du déplacement de vos marchandises à travers la Grande-Bretagne. Vous devrez peut-être fournir des données de sécurité et de sécurité, en plus de la déclaration en douane. Vous avez besoin d'une licence spéciale pour importer ou exporter certaines marchandises (par exemple, les déchets, certains produits chimiques dangereux, les OGM¹⁷).

Vous devez vous conformer à des formalités supplémentaires si vous importez ou exportez des produits soumis à accise (alcool, tabac ou carburant) vers/depuis la Grande-Bretagne. Vous devez vous conformer à des règles et procédures de TVA différentes pour les transactions avec la Grande-Bretagne que pour les transactions au sein de l'UE et avec l'Irlande du Nord. Pour aider les entreprises, la Commission a publié des lignes directrices détaillées sur un large éventail de sujets spécifiques.

Le Royaume-Uni se compose de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord. UK n'est pas un code pays officiel pour les déclarations en douane. Le code pays officiel du Royaume-Uni est GB pour les déclarations **Intrastat** jusqu'à fin 2020, et ce code sera utilisé pour les déclarations douanières en 2021.

L'Angleterre, l'Ecosse et le Pays de Galles constituent la Grande-Bretagne (GB). Le code pays officiel de la Grande-Bretagne est GB pour les déclarations en douane.

À des fins douanières, l'accord signifie que le Royaume-Uni est désormais traité comme un pays non membre de l'UE. En d'autres termes, le code des douanes de l'Union s'applique aux échanges avec le Royaume-Uni et des formalités douanières doivent donc être accomplies, telles que la présentation de déclarations en douane pour les importations et les exportations. L'accord de retrait est également applicable à cet égard. Celui-ci prévoit, entre autres, des dispositions particulières régissant, par exemple, les opérations de transport qui ont commencé avant mais se terminent après la fin de la période transitoire le 31 décembre 2020.

Selon l'accord de commerce et de coopération, aucun droit de douane n'est perçu si les marchandises remplissent les conditions pour être considérées comme des marchandises originaires en vertu de l'accord et si cela peut être confirmé. La preuve d'origine à utiliser est une déclaration d'origine inscrite sur une facture ou sur un autre document décrivant les marchandises de manière suffisamment détaillée pour permettre leur identification.

Les entreprises qui exportent des marchandises originaires de l'UE doivent demander à devenir un exportateur enregistré (REX¹⁸ = Registered Exporter System) et obtenir un numéro de REX afin d'établir des déclarations d'origine pour les envois à destination du Royaume-Uni si la valeur des marchandises est supérieure au seuil de 6 000 euros. Si vous avez déjà enregistré votre société pour exporter des marchandises originaires au Japon, par exemple, vous n'avez pas besoin de vous enregistrer à nouveau.

Le tarif douanier britannique s'applique aux marchandises importées au Royaume-Uni à partir du 1er janvier 2021, si l'origine des marchandises ne peut être vérifiée ou si les marchandises ne remplissent pas les conditions pour être considérées comme des marchandises originaires en vertu de l'accord.

Les mêmes frais qui s'appliquent aux produits achetés en ligne auprès de détaillants non européens s'appliquent désormais aux achats en ligne au Royaume-Uni. Pour éviter les mauvaises surprises lorsque vous commandez en ligne depuis le Royaume-Uni, lisez toujours attentivement les conditions générales de vente et les informations de livraison.

Tous les sites Web qui vendent des biens dans l'UE sont tenus d'informer les consommateurs du prix total des biens et services, taxes et autres frais inclus. S'ils ne peuvent pas être calculés à l'avance, le consommateur doit être informé que des frais supplémentaires peuvent être dus. Demandez de l'aide sur le site Web pour estimer combien d'argent vous devrez payer en plus.

Le Royaume-Uni et l'Allemagne signent une déclaration de politique étrangère et de défense post-Brexit. Un accord en vingt points affirme l'engagement de deux pays à « l'unité stratégique de l'Europe ». Le Royaume-Uni et l'Allemagne ont convenu d'une déclaration conjointe de coopération en 20 points post-Brexit affirmant leur engagement envers l'« unité stratégique de l'Europe ».

L'initiative, en préparation depuis un certain temps, intervient avant la visite au Royaume-Uni de la Chancelière allemande, le 02 Juillet 2021, Angela Merkel, au cours de laquelle elle rencontrera le premier Ministre et la Reine.

L'accord, publié par coïncidence le lendemain du retrait de l'Allemagne des championnats d'Europe de football, reflète le fort désir de l'Allemagne de maintenir des relations étroites avec le Royaume-Uni malgré sa

¹⁷OGM : Organisme génétiquement modifié. Organisme vivant dont le patrimoine génétique a été modifié par l'intervention humaine.

¹⁸REX = Registered Exporter System ou Statut d'Exportateur Enregistré

déception face au Brexit. Les deux parties ont convenu d'établir un nouveau dialogue stratégique qui impliquera les Ministres des Affaires étrangères et les Directeurs politiques des deux pays se réunissant une fois par an pour un sommet bilatéral spécifique.

L'Allemagne, pour sa part, espère que l'accord pourra constituer une pierre angulaire vers une coopération renforcée en matière de défense et de politique étrangère à plus long terme. Il contient l'engagement de maintenir une transparence totale avec l'UE sur ses relations avec le Royaume-Uni. Le thème général du document est que les deux pays travailleront ensemble en tant que principaux défenseurs du système multilatéral fondé sur des règles.

Section 2: Les défis

Le Royaume-Uni et l'UE ont conclu un accord commercial le 24 décembre l'« Accord de commerce et de coopération Royaume-Uni-UE » (ACT). Bien que ce soit une bonne nouvelle pour les entreprises à la recherche de certitude, il existe un certain nombre de domaines qui ne sont pas couverts et sortir de l'union douanière signifie que les entreprises qui importent ou exportent des marchandises à travers le Royaume-Uni et l'UE auront toute une série de nouvelles obligations, à gérer. On peut comprendre l'impact potentiel de la TCA¹⁹ sur le secteur, votre entreprise et votre main-d'œuvre et à prendre des mesures pratiques pour atténuer ces effets.

L'accord de commerce et de coopération entre le Royaume-Uni et l'UE énonce les principes sous-jacents des futures relations commerciales entre le Royaume-Uni et l'Union européenne. On peut voir les **vlogs**²⁰ dans les réseaux sociaux ou sur YouTube pour comprendre les implications pour les passagers et les marchandises. Avec le départ du Royaume-Uni, le produit intérieur brut (PIB) de l'UE chutera d'environ 16%.

Étant donné que le poids économique de l'UE27 sera nettement inférieur à celui de l'UE28, les négociations commerciales internationales pourraient devenir plus difficiles à l'avenir, car le pouvoir économique et politique de l'UE sera diminué. Le Royaume-Uni est confronté à un problème encore plus difficile, dans la mesure où il devra négocier des traités de libre-échange avec des dizaines de pays une fois qu'il aura quitté l'UE.

L'évolution des relations entre le Royaume-Uni et l'UE à court et moyen terme est très incertaine. Bien qu'aucune des deux parties ne se soit éloignée des pourparlers, les relations ont été tendues tout au long. Les divergences s'étendaient au-delà des positions de négociation respectives des deux parties, exprimaient un conflit plus fondamental de principes et de compréhensions.

Des représentants²¹ des pêcheurs européens n'ont pas caché leur déception face à ce compromis, mais pour Jean-Luc Hall, directeur général du Comité national des pêches maritimes français, c'est malgré tout un "soulagement car le risque de +no deal+ était très important et aurait été une catastrophe pour les pêcheurs français".

Les négociations qui portaient essentiellement sur les termes de la séparation et la mise en place de barrières n'allaient peut-être jamais rapprocher le Royaume-Uni et l'UE. L'affûtage de la rhétorique n'a pas aidé.

Les deux parties incarnent désormais deux visions très différentes de l'action internationale : l'UE, un bloc d'États engagés dans une action concertée et une collaboration permanente dans la conviction que les défis sont mieux affrontés collectivement ; le Royaume-Uni, un pays de taille moyenne, s'est attaché à la poursuite de la souveraineté à la fois en tant qu'idéal et en raison de la plus grande agilité qu'il pense que l'indépendance permettra.

La façon dont chaque partie répond aux défis auxquels elle est confrontée dans le monde post-Brexit affectera leur relation. L'insistance du Royaume-Uni à reprendre le contrôle et le droit de diverger sera mise à rude épreuve. Au-delà du fait que l'UE reste le principal partenaire commercial du Royaume-Uni, les règles de l'UE sont devenues des normes mondiales. Dans la pratique, cela réduira probablement la portée des divergences réglementaires de la part du Royaume-Uni.

Le Royaume-Uni est également confronté à des pressions intérieures. Maintenant que son départ de l'UE a été obtenu, la coalition pro-Brexit au sein du Parti conservateur pourrait s'avérer difficile à maintenir alors que

¹⁹TCA : Trade and Commerce Cooperation= Accord de Commerce et de Coopération

²⁰Vlog=vlogue=blog vidéo ou vidéo blogue est un type e blog dont le principal média est la vidéo, pouvant être commentée ou non par ses visiteurs.

²¹https://www.lexpress.fr/actualites/1/monde/apres-l-accord-historique-le-royaume-uni-face-aux-defis-du-brexit_2141490.html

l'impact du Brexit sur l'économie britannique se fait sentir, en particulier dans les secteurs et régions vulnérables, y compris le « **Red wall** ²² » (mur rouge) '.

Les fissures au sein du camp pro-Brexit qui étaient en grande partie dissimulées au cours des deux dernières années seront désormais exposées. Les "Brexiters" (Partisans du Brexit) qui souhaitent réduire la taille de l'État seront probablement opposés aux partisans de l'interventionnisme de l'État.

Les relations post-Brexit seront également éprouvantes pour l'UE, qui doit désormais faire face à un voisin déstabilisateur à sa frontière, d'autant plus que la direction politique de cet État considère son ancienne appartenance à l'UE comme une aberration, rejette (au moins pour elle-même) modèle de coopération internationale de l'UE et a choisi une voie différente.

Bien que l'UE ait des relations avec ses voisins qui varient en profondeur et en étendue, la plupart sont fondées sur l'hypothèse que ces États finiront par rejoindre l'Union. Les accords de l'UE avec la Norvège, la Suisse et l'Ukraine fournissent un guide limité sur la manière dont l'UE pourrait gérer ses relations avec le Royaume-Uni.

Contrairement à la politique commerciale, où les institutions de l'UE ont le droit exclusif de diriger, ce droit est partagé avec les États membres de l'UE en matière de politique de développement. Cela signifie que le Royaume-Uni et les institutions de l'UE gèrent leurs propres politiques de développement, leurs dépenses et leur mise en œuvre en coopérant fréquemment, mais aussi en se faisant concurrence et parfois en faisant double emploi.

Côté britannique, le directeur de la fédération des pêcheurs, Barrie Deas²³, a dit à l'agence PA sa "colère" : "*Clairement, Boris Johnson voulait un accord commercial global et était prêt à sacrifier la pêche*".

La politique étrangère et de sécurité commune de l'UE est encore plus déterminée par les États membres, qui continuent de mener leurs propres politiques étrangères et de sécurité. Les négociations sur la future relation entre l'UE et le Royaume-Uni en matière de politique étrangère et de développement et de ses dépenses sont donc différentes des négociations sur la future relation commerciale.

Le Royaume-Uni ne récupère pas sa propre politique étrangère et de développement, qu'il a toujours eue, mais perd plutôt sa participation au processus décisionnel collectif de l'UE, y compris ses éléments de dépenses. Cependant, l'UE et le Royaume-Uni veulent toujours essayer de s'influencer mutuellement, en particulier dans un monde plus turbulent.

Il existe désormais une fenêtre de 11 mois pour négocier une nouvelle relation entre l'UE et le Royaume-Uni concernant le développement et la coopération internationale dans le cadre de la relation globale (pour un calendrier, consultez notre visuel ci-dessous). Mais sera-t-elle prise au sérieux, minimisée ou entièrement abandonnée ?

Il est clair que la négociation de la future relation commerciale entre le Royaume-Uni et l'Union européenne sera la priorité absolue pour les deux parties, tout le reste étant amené à vaciller ou à se renforcer dans son sillage. D'aucuns pensent que cette priorité accordée aux questions commerciales inévitablement litigieuses va évincer tout espace politique ou technique, sans parler de la bonne volonté pour explorer d'autres questions, notamment celles liées au développement et à la coopération internationale.

L'incertitude est encore aggravée par le faible niveau de confiance que l'UE a envers un gouvernement qui s'est montré prêt à enfreindre le droit international en annulant un accord qu'il avait signé un an auparavant.

Même si l'UE et le Royaume-Uni ont des intérêts et des points de vue communs sur la coopération sur des questions telles que le changement climatique, la police et la sécurité, ou la Russie, la Chine et l'Iran, on ne sait pas comment, sur quelle base l'interaction aura lieu, ou dans le cas de politique étrangère, que l'OTAN et l'UE s'avèrent ²⁴appropriés ou satisfaisants.

Que la conception de la souveraineté que le Royaume-Uni défende ait été définie par opposition à l'adhésion à l'UE n'est pas une base prometteuse sur laquelle développer une relation.

En conclusion, les relations entre le Royaume-Uni et l'UE sont chargées d'incertitude. Du côté britannique, tout dépend de la façon dont le gouvernement choisit de définir sa place dans le monde, ainsi que de sa gestion des perturbations qui suivent la fin de la période de transition et la reprise post-pandémique.²⁵

Du côté de l'UE, la relation dépendra de la rapidité et de la qualité de l'ajustement à la présence d'un voisin imprévisible et potentiellement gênant à sa périphérie.

²²Par Hussein Kassim, professeur de politique à l'Université d'East Anglia et chercheur principal au Royaume-Uni dans une Europe en mutation <https://ukandeu.ac.uk/the-uk-eu-relationship-post-brexit/>

²³https://www.lexpress.fr/actualites/1/monde/apres-l-accord-historique-le-royaume-uni-face-aux-defis-du-brexit_2141490.html

²⁴Par Hussein Kassim, professeur de politique à l'Université d'East Anglia et chercheur principal au Royaume-Uni dans une Europe en mutation. <https://ukandeu.ac.uk/the-uk-eu-relationship-post-brexit/>

Section 3: Les perspectives

Le 23 juin 2021 marquait cinq ans jour pour jour depuis que le peuple britannique a voté par référendum pour quitter l'Union européenne. Aujourd'hui, le Royaume-Uni est en dehors de l'UE et n'est pour la plupart plus soumis à ses règles, mais seulement après une lutte politique titanesque à la fois chez lui et avec le bloc lui-même. Pour le meilleur ou pour le pire, certains des changements tant espérés que redoutés commencent à prendre forme. Mais l'histoire est loin d'être terminée.

La relation entre le Royaume-Uni et l'UE après le Brexit, pour le moins difficile depuis les mois qui ont suivi l'entrée en vigueur de nouveaux accords, est un travail en cours. Et une dispute fait toujours rage au sujet des termes couvrant l'Irlande du Nord, tout comme ils ont entravé le processus de divorce tortueux. De nombreuses personnes dans les quatre plus grands pays de l'Union européenne pensent que depuis le Brexit, les relations entre les politiciens européens et britanniques sont devenues moins cordiales. Beaucoup pensent également que l'UE veut punir le Royaume-Uni pour son départ.

Les résultats d'une enquête exclusive pour Euronews par Redfield et Wilton Stratégies reflètent les relations tendues entre les deux parties, malgré les accords sur les conditions du départ du Royaume-Uni en janvier 2020, et sur les relations commerciales et autres avec le Royaume-Uni en tant que non-membre. Ils suggèrent également qu'une majorité de personnes pensent que l'UE n'est ni meilleure ni pire sans le Royaume-Uni en tant que membre. Seul un sur sept en moyenne pense que l'UE se porte mieux après la disparition du Royaume-Uni.

Depuis que la Grande-Bretagne a commencé à vivre en dehors de l'orbite juridique de l'UE au début de cette année, Londres et Bruxelles sont en désaccord sur la mise en œuvre de nouvelles règles commerciales pour l'Irlande du Nord et leur impact sur un accord de paix historique. Ils se sont également affrontés au sujet des droits de pêche, des exportations de vaccins et de la représentation diplomatique.

Le Royaume-Uni a quitté l'UE, mais il reste un vaste éventail de problèmes opérationnels et juridiques à résoudre pour les entreprises.

Cela fait maintenant un an que le Royaume-Uni est sorti de l'UE et quelques mois depuis la fin de la période de transition. Pour la plupart, il n'y a pas eu de changements majeurs dans la réglementation environnementale au Royaume-Uni. Au lieu de cela, le 9 mars 2021, le Royaume-Uni a apporté de petits ajustements à ses règles afin qu'elles aient un sens dans la réalité post-Brexit.

De tels ajustements peuvent sembler mineurs, mais ils peuvent avoir des conséquences majeures pour les entreprises. En plus de cela, des divergences entre les lois environnementales de l'UE et du Royaume-Uni commencent à se faire jour et à l'avenir, nous pouvons anticiper davantage.

Le 04 février 2021, les aides d'État sont restées l'un des principaux points d'achoppement des négociations sur le Brexit jusqu'à l'annonce de l'accord de commerce et de coopération la veille de Noël 2020. L'une des principales priorités de l'Union européenne (« UE ») pendant les négociations visaient à garantir des "règles du jeu équitables" en matière d'aides d'État, afin de garantir que les entreprises basées dans l'UE ne seraient pas en concurrence avec des entreprises britanniques qui recevaient des subventions non conformes aux règles de limitation des subventions imposées par l'UE Régime des aides d'État.

Le Royaume-Uni s'inquiétait de son insistance sur le fait qu'après le Brexit, il ne devait pas être lié par les règles de l'UE en évolution, y compris les lignes directrices en matière d'aides d'État, et ne devrait pas être lié par la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne (« CJUE ») lorsqu'il s'agit d'interpréter et d'appliquer les règles relatives aux aides d'État.

Le 12 janvier 2021, avec l'accord de commerce et de coopération UE-Royaume-Uni du 24 décembre 2020 (« Accord »), le Royaume-Uni et l'UE ont fondamentalement modifié l'accès au marché pour les entreprises de services financiers.

Depuis le 1er janvier 2021, les entreprises de services financiers britanniques ayant l'intention de faire des affaires dans l'UE ne sont plus autorisées à utiliser le marché unique européen et à proposer leurs services de manière transfrontalière sur la base du passeport européen. Par conséquent, les implications de l'accord pour les services financiers sont plus graves que pour le commerce, se rapprochant des effets d'un Brexit (dur) sans accord.

En particulier, le rôle de Londres en tant que plaque tournante principale du marché financier de l'UE changera, à mesure que des services tels que le commerce des actions de l'UE se déplaceront vers le continent.

Le 06 janvier 2021, pendant la durée de la période de transition du Brexit, l'accord de retrait Royaume-Uni/UE prévoyait que le droit de l'UE continuerait de s'appliquer au Royaume-Uni. La période de transition s'est achevée le 31 décembre 2020 et, comme largement anticipé, le Royaume-Uni et l'UE n'ont convenu d'aucun régime permanent de coopération transfrontalière sur le choix de la loi, les tribunaux et l'exécution des décisions de justice, malgré la conclusion positive de la Accord de retrait de l'UE.

La fin de la période de transition du Brexit apportera des changements importants au Royaume-Uni, aux États membres de l'UE, à l'UE en tant qu'institution et au monde au-delà de l'Europe, quel que soit l'accord

conclu ou non pour régir les nouvelles relations dans le monde post-Brexit. . Au fur et à mesure que les événements se déroulent, ils partageront régulièrement de courtes vidéos et d'autres contenus des experts de groupes industriels, commentant l'impact que le Brexit pourrait avoir sur le secteur et l'entreprise.

Le Brexit est une montagne russe permanente pour les employeurs et leurs employés. Beaucoup de choses ont changé et se sont clarifiées ces derniers mois, notamment en ce qui concerne les salariés en mobilité internationale et leur sécurité sociale.

Pour les situations existantes, l'accord de retrait a garanti le maintien de la protection des droits en matière de sécurité sociale et de la libre circulation jusqu'au 31 décembre 2020. Cela s'applique également aux situations transfrontalières qui ne sont pas interrompues.

Pour les nouvelles situations transfrontalières avec le Royaume-Uni, un accord de commerce et de coopération a été conclu. Le protocole sur la sécurité sociale comprend des principes qui peuvent sembler similaires aux règlements de l'UE, mais qui contiennent des différences importantes. Il y a encore beaucoup de points d'interrogation et tant qu'ils ne sont pas réglés au niveau central, de nombreux pays peuvent avoir leur propre interprétation des dispositions du protocole.

Conclusion

Ainsi, les relations entre le Royaume-Uni et l'UE sont toujours d'actualité malgré le Brexit. Celui-ci va apporter des changements dans leurs relations car il a été un évènement mémorable pour le monde occidental.

En effet, le Royaume-Uni a participé à la construction de l'Union européenne. Sa sortie va affecter les relations commerciales, économiques et politiques qui ont longtemps existé au niveau des pays de l'UE.

L'histoire nous rappelle que l'adhésion du Royaume-Uni à l'UE s'explique par des raisons économiques et politiques. En outre, le Royaume-Uni a connu des situations économiques difficiles depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Aussi, le Royaume-Uni a toujours évité l'isolement politique en Europe de l'Ouest.

C'est pourquoi, les raisons du Brexit ont fait naître des discussions et l'on soutient que l'économie et la politique sont à l'origine de ce Brexit.

Au nom de l'économie, le Royaume-Uni est très attaché à ses intérêts et à sa monnaie. La politique s'affirme pour la préservation de sa souveraineté totale. Il n'est plus question de dépendre des politiques de l'UE.

L'Union européenne a été présentée par des politiciens britanniques comme le bouc émissaire idéal des maux du pays. C'est pourquoi, le Brexit a été "vendu" aux britanniques comme le remède miracle : davantage de souveraineté, davantage de démocratie et moins d'immigration.

Résumé dans le slogan accrocheur « *Take back control* » créé par le cerveau de la campagne *pro-Leave*, les partisans du Brexit ont eu le mérite de promettre une '*Global Britain*' plus forte et plus radieuse.

Ainsi, le Royaume-Uni est à l'ère du post-Brexit.

References Bibliographiques

- [1]. HOWORTH, Jolyon et SCHMIDT Vivien. « Brexit : Que s'est-il passé ? Que va-t-il se passer ? ». Publié par Politique Etrangère. 2016.
- [2]. PROJET DOCUMENTAIRE. « Le Brexit : Causes et Conséquences ». INSA Toulouse. 2017/2018
- [3]. European Citizen Action Service. « Conclusions sur le Brexit : Aperçu des scénarios possibles des futures relations entre le Royaume-Uni et l'Europe et leur impact sur les citoyens ». ECAS
- [4]. CAMILLE, Trigaux. « Le Brexit et ses conséquences en matière de propriété intellectuelle »
- [5]. GOTTI, Brigitte. « Les relations trans-Manche à l'heure du « Brexit flou (II) ». CCI ParisIle-De-France : Accélérateur croissance. 13 Juin 2019.
- [6]. MARTIN, Julien, Martinez. A & Mejean. I. « Le coût de l'incertitude liée au Brexit : Moins de clients pour les Exportateurs français ». Institut des Politiques Publiques (IPP). Décembre 2019
- [7]. Ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports- Bureau de l'Economie du Sport. « Impact du Brexit sur les Principaux Championnats Européens : Fantôme ou réalité ». Sport- Eco
- [8]. BOULET, Jean. F & DELAFOSSE. M. S. « Aux Origines du Brexit, Royaume-Uni et Europe : Une histoire mouvementée ». Au Quotidien- Analyse : Mars 2017
- [9]. CHOPIN, Thierry & LEQUESNE. Ch. « Brexit : un compromis possible entre le Royaume-Uni et les états membres de l'UE » Fondation Robert- Schuman : 19 Octobre 2017
- [10]. GUIGUE, Alexandre. « Le Brexit : une question de droit constitutionnel ». Hors-série Revue Québécoise de droit international : 2018
- [11]. DABROWSKI, Marek. « Brexit : Quelles conséquences pour l'UE ? » Revue Confrontations Europe : Avril-Juin 2016.
- [12]. ALBERT, Eric. Après le Brexit, le Royaume-Uni durcit sa politique-migratoire. Londres, Correspondance. 2020

- [13]. PILLARD, Svea. « Brexatom : Conséquences et perspectives de la sortie de l'Euratom par le Royaume-Uni ». Université de Genève-Global Studies Institute/ GSI working paper. BA LAW. Janvier 2019.
- [14]. GONDWIN. Matthew. J. « Brexit : Causes & Conséquences ». Recent JEF Activity. Juin 2016

Sigles, Abreviations Et Acronymes

Transition période: La période de 11 mois suivant la sortie du Royaume-Uni de l'UE (qui se terminera à la fin de 2020), pendant laquelle le Royaume-Uni a suivi les règles de l'UE, afin de permettre aux dirigeants de conclure un accord.

Free Trade: Libre commerce

Tariff: Tableau du prix des produits ou des services, du montant ; des taxes et impôts.

EURATOM: Communauté Européenne de l'Energie Atomique (CEEA)

G20: créé en 1999, le groupe de G20 est un groupe composé des vingt pays les plus riches, dont les ministres des finances, les gouverneurs des banques centrales et les chefs d'Etat se réunissent annuellement.

MoU (Memorandum of Understanding): Mémoire d'entente

SIS II (Schengen Information System): Système d'Informations Schengen

ECRIS (European Criminal Records Information System) : Programme d'échanges et d'interconnexion des casiers judiciaires entre les Etats-membres de l'Union européenne, mis en service en 2012.

EUROPOL: Agence européenne de police criminelle qui facilite l'échange de renseignements entre les polices nationales en matière de stupéfiants, de terrorisme, de criminalité internationale et de pédophilie au sein de l'Union européenne.

EUROJUST: Unité de coopération judiciaire afin de faire obstacle à toutes les formes de criminalité organisée (trafic de drogue, blanchiment d'argent, trafic d'êtres humains, contrefaçons, criminalité informatique, criminalité au détriment de l'environnement etc).

Backstop: Traduit parfois par « le filet de sécurité », l'expression « backstop » est utilisée dans le cadre des négociations entre la Grande Bretagne et l'Union européenne pour le Brexit lié au problème de l'Irlande du Nord et de sa frontière physique avec la République de l'Irlande.

OGM: Organisme génétiquement modifié. Organisme vivant dont le patrimoine génétique a été modifié par l'intervention humaine.

REX: Registered Exporter System ou Statut d'Exportateur Enregistré

TCA: Trade and Commerce Cooperation : Accord de Commerce et de Coopération.

Red wall: Mur rouge, également appelé « Labour heartlands » ou les foyers travaillistes, est un terme utilisé dans la politique britannique pour décrire un ensemble de circonscriptions en Angleterre et au Pays de Galles, à savoir dans le Midlands, le Nord-Est du Pays de Galles, qui avaient historiquement tendance à soutenir le Parti travailliste.